



# Gestion Publique Réactive

IGPDE - Bureau de la Recherche

Actualité de la veille en gestion publique - n° 45- mai 2012

## Australie : les autochtones, acteurs de leur gestion publique

Les inégalités entre les autochtones, qui représentent 2,5% de la population australienne (sur 22 millions) et les autres citoyens sont persistantes<sup>1</sup>. Afin de les réduire, les autorités ont signé en novembre 2008 le *National Indigenous Reform Agreement (NIRA)*<sup>2</sup> qui établit la stratégie *Closing the Gap* (combler le fossé). Cette initiative prévoit l'implication accrue des communautés autochtones dans les processus décisionnels administratifs.

Dans un contexte historique de relations tendues<sup>3</sup>, les autorités australiennes et les populations autochtones (aborigènes et insulaires du détroit de Torres<sup>4</sup>) ont entrepris un vaste processus de « réconciliation nationale ». Dans la lignée des excuses formulées par l'ancien Premier ministre, Kevin Rudd, en 2008<sup>5</sup>, la reconnaissance officielle et constitutionnelle des populations autochtones au niveau fédéral est au centre des débats politiques<sup>6</sup>.

### La stratégie du *Closing the Gap* (combler le fossé)

Les inégalités entre populations autochtones et allogènes sont d'ordre à la fois sanitaire, éducatif et économique. Face à cette situation, le *Council of Australian Governments (COAG)*<sup>7</sup> a signé en 2008 l'accord NIRA qui fixe six grands objectifs :

- résorber l'écart d'espérance de vie en une génération ;
- réduire de moitié, en 10 ans, l'écart : des taux de mortalité infantile ; des connaissances élémentaires (lecture, écriture et calcul) des enfants ; des taux d'activité ;
- diviser par deux, d'ici à 2020, l'écart des taux de réussite entre lycéens autochtones et allogènes de la 12<sup>e</sup> année (équivalent de la terminale) ;
- assurer en cinq ans l'accès à l'éducation de tous les enfants de quatre ans, dans les communautés autochtones isolées.

De nombreux domaines de politique publique sont concernés par cette stratégie, notamment la gouvernance et le leadership<sup>8</sup>. Cela se traduit par un soutien aux communautés autochtones et un renforcement de leurs capacités organisationnelles, l'objectif étant de modifier les rapports entre les différents acteurs afin de permettre un vrai partenariat et de répondre plus efficacement aux besoins des populations. A cette fin, des aides financières, des outils de partenariat et des formations en leadership et en gestion financière et administrative sont mis en place. Les autorités entendent ainsi encourager l'autogestion des communautés et enclencher une dynamique vertueuse en impliquant leurs responsables et la société civile locale (ex : associations) dans le

<sup>1</sup> Bureau de statistique australien - 2009

<sup>2</sup> <http://www.fahcsia.gov.au/sa/indigenous/progserv/ctg/Pages/NIRA.aspx>

<sup>3</sup> <http://reconciliation.org.au/nsw/education-kit/land-rights/>

<sup>4</sup> Le détroit de Torres regroupe plus de 270 îles situées entre le nord de l'Australie (Etat du Queensland) et la côte sud de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

<sup>5</sup> Notamment pour les « Générations volées », voir un extrait du discours : <http://www.youtube.com/watch?v=b3TZOGpG6cM>

<sup>6</sup> Un référendum pour la reconnaissance des aborigènes et des insulaires du détroit de Torres est prévu d'ici 2013 mais la date n'est pas confirmée : <http://www.courrierinternational.com/breve/2012/01/19/les-aborigenes-sur-la-voie-de-la-reconnaissance>

<sup>7</sup> Conseil regroupant les différentes autorités d'Australie (gouvernements locaux et fédéral).

<sup>8</sup> Auxquels s'ajoutent la petite enfance, l'éducation, la santé, l'économie, le logement et la sécurité.

processus décisionnel. In fine, l'enjeu de cette consolidation est l'amélioration des conditions de vie tout en faisant de ces populations des acteurs incontournables : elles font remonter leurs doléances auprès des autorités et s'impliquent dans la mise en oeuvre des politiques qui en découlent. Les gouvernements doivent, pour leur part, établir un rapport partenarial de confiance tout en s'appuyant sur les structures déjà opérationnelles.

### La poursuite d'initiatives antérieures

Si la stratégie du *Closing the Gap* a été établie en 2008 il existe néanmoins, depuis longtemps, des outils permettant de redéfinir les relations entre les communautés et les autorités. Il s'agit du *Shared Responsibility Agreement* (SRA), des *Regional Partnership Agreements* (RPAs) ou encore des *COAG Trials*<sup>9</sup>. Ils permettent d'encourager les initiatives provenant des communautés, tout en apportant des réponses aux demandes et aux difficultés locales.

Dans tous les cas, ce sont des accords<sup>10</sup> engageant la responsabilité des communautés, de leurs représentants et des autorités locales et /ou fédérales. Ils permettent un financement public de projets de développement et une assistance à leur réalisation en contrepartie d'une forte implication de la communauté qui s'engage, par exemple, à assurer le bon entretien d'un équipement. Ces accords accordent une place centrale à la notion de responsabilité partagée pour assurer un développement effectif<sup>11</sup>. Généralement, des volets « évaluation » sont inclus pour assurer un suivi des réalisations. A cet égard, l'évaluation des *COAG Trials*<sup>12</sup> de 2006 montre que les responsables autochtones sont relativement satisfaits des efforts gouvernementaux pour impliquer leurs communautés.

### L'exemple du Bardi Jawi en Australie Occidentale.

Chaque partenariat se présente comme une réponse à une situation particulière. La logique de la solution homogène est rejetée au profit de celle de la solution personnalisée. Pour citer un exemple<sup>13</sup>, le peuple Bardi Jawi<sup>14</sup> bénéficie d'un *Implementation Local Plan* (ILP) spécifique<sup>15</sup> visant à l'amélioration des relations entre les principaux acteurs locaux : les conseils communautaires et la *Bardi and Jawi Niimidiman Aboriginal Corporation*. Cette dernière a vu son poids dans le processus décisionnel accroître avec la reconnaissance du « native title »<sup>16</sup> en août 2010. Les demandes des habitants, traduites en objectifs par l'ILP, sont de clarifier le processus décisionnel, c'est-à-dire identifier le rôle et les compétences de chaque acteur, mais également d'assurer une meilleure coopération et coordination entre eux et d'établir un calendrier commun. Pour ce faire, les conseils communautaires et la *Bardi and Jawi Niimidiman Aboriginal Corporation* ont organisé des ateliers afin de développer une culture de travail commune et de traiter conjointement les grandes problématiques : le foncier, la destination des sols et la culture, notamment.

Fatima Argrag

---

<sup>9</sup> Les *COAG Trials* sont des accords qui privilégient les partenariats innovants, signés avec les six Etats et le territoire de la capitale australienne.

<sup>10</sup> [http://www.fahcsia.gov.au/sa/indigenous/progserv/families/Pages/regional\\_partnership\\_agreements.aspx](http://www.fahcsia.gov.au/sa/indigenous/progserv/families/Pages/regional_partnership_agreements.aspx)

<sup>11</sup> <http://www.atns.net.au/subcategory.asp?subcategoryid=108>

<sup>12</sup> [http://www.fahcsia.gov.au/sa/indigenous/pubs/evaluation/coag\\_trial\\_site\\_reports/overview/Documents/COAG\\_Trials\\_Overview.pdf](http://www.fahcsia.gov.au/sa/indigenous/pubs/evaluation/coag_trial_site_reports/overview/Documents/COAG_Trials_Overview.pdf)

<sup>13</sup> Une des études de cas présenté dans le « *Closing the Gap Prime Minister's Report 2012* » - page 43.

<sup>14</sup> Peuple composé de trois communautés et localisé en Australie Occidentale. Chacune des communautés dispose d'un conseil communautaire représentatif.

<sup>15</sup> Dans le cadre du *National Partnership Agreement on Remote Service Delivery*.

<sup>16</sup> Il s'agit de la reconnaissance par la Cour fédérale du droit ancestral et coutumier d'un peuple sur la gestion de sa terre ([http://www.fedcourt.gov.au/litigants/native/litigants\\_nt\\_what.html](http://www.fedcourt.gov.au/litigants/native/litigants_nt_what.html)). La *Bardi and Jawi Niimidiman Aboriginal Corporation* est donc désignée comme le *Prescribed Body Corporate* (structure chargée de gérer les affaires autochtones et de représenter les intérêts des communautés) - [http://www.dmp.wa.gov.au/documents/LandAccess\\_NT\\_PBC\(1\).pdf](http://www.dmp.wa.gov.au/documents/LandAccess_NT_PBC(1).pdf).